HAL
open science

# L'environnement et cadre urbain au Liban. Bilan des méthodologies et propositions de recherche

Michael F. Davie

## To cite this version:

Michael F. Davie. L'environnement et cadre urbain au Liban. Bilan des méthodologies et propositions de recherche. Hannon. Revue Libanaise de Géographie, 1998, 24, pp.19-35. hal-01092501

**HAL Id: hal-01092501**

**https://hal.science/hal-01092501**

Submitted on 8 Dec 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Environnement et Cadre Urbain au Liban
# Bilan des Méthodologies et Propositions de recherche

*Michael F. Davie*[(*)(1)]

On serait tenté de voir se profiler derrière le titre du colloque - Environnement et urbanisation au Liban - un effet de mode. Le mot «environnement» n'a t-il pas donné lieu à une prolifération d'usages: cadre de vie, paysage naturel, milieu ambiant et entourage social, mais aussi environnement économique, politique, médical, militaire, ou encore environnement hostile, en crise, à protéger, etc.? Tout un chacun et toutes les disciplines sont parties prenantes pour écrire ou s'intéresser à l'environnement[(2)]. Cette dérive sémantique a fait que le sens primitif du mot[(3)] est souvent occulté ou oublié, le discours scientifique ou médiatique ne se référant plus à un objet d'investigation, ni à un champ disciplinaire, ni à un espace cerné. Il y aurait autant d'environnements qu'il y aurait d'espaces, et cela à l'évidente perplexité des géographes. Quant au mot «urbanisation», il est confondu avec étalement spatial, espace urbain, cadre bâti ou territorialisation, et il est souvent accompagné de qualificatifs négatifs: l'urbanisation est anarchique, désordonnée, laide, destructurante...

---

(*) Géographe. Professeur, Département de Géographie, Université François-Rabelais, B.P. 0607, 37206 Tours cedex 03 et chercheur associé, URA 365 URBAMA (Urbanisation du Monde Arabe), B.P. 2221, 3701 Tours cedex (France).

(1) E-Mail: davieauniv-tours. fr.

(2) VEYRET, Y. et PECH, P., 1995: «Démarche géographique et environnement». L'Information géographique, Paris, vol. 59, N° 3, pp. 89-96.

(3) Le mot, de virgo, entourer, signifie ce qui environne les groupes humains et qui, par extension, agit sur eux. Voir: BRUNET, R., et al., 1992: Les mots de la géographie, dictionnaire critique. Paris et Montpellier, La Documentation Française et GIP Reclus, 470p. et BAUD, P., et al., 1995: Dictionnaire de géographie. Paris, Hatier, Coll. Initial, 432p.

Il est évident que l'environnement est l'ensemble des phénomènes qui agissent sur l'activité humaine. Certains sont «naturels»: ils représentent le milieu ou l'environnement physique. D'autres sont artificiels, ayant été construits ou remodelés par l'activité strictement de l'homme: l'environnement urbain, rural, social... Ces deux définitions concernent nécessairement un espace; il y a donc une liaison inévitable, une interaction continuelle entre ces deux notions, des relations systémiques fortes entre les cadres naturel et sociétal.

Cependant, l'étude de l'environnement n'a de sens que dans la mesure où ces interactions sont perçues, négativement ou positivement, par les populations concernées, et selon une série de représentations, des images mentales extériorisées, qui, «se manifestent par des sentiments d'appartenance à des aires (...) qui correspondent à la fois aux pratiques et aux aspirations, car ces lieux sont aussi des espaces imaginaires» comme le dit Bailly[1]. Appartenant à des modèles culturels précis et historiquement datés, ces schémas mentaux traversent les sociétés et leur permettent de mesurer l'écart entre la réalité du monde quotidien et un type idéal, une utopie. Ils sont bien entendu «pertinents par rapport à des valeurs idéologique, à une appartenance sociale, à une pratique et une vision du monde fortement subjective mais aussi par rapport à des codes sociaux, à des règles d'usage plus ou moins objectivées, qui structurent les rapports des individus»[2]. Ils émanent d'une multitude de perceptions touchant à l'esthétique (la beauté d'un paysage naturel), au confort (le cadre de vie), à la sécurité (vivre et travailler à l'abri des risques naturels et des violences humaines ou sociales) et enfin à la santé (hygiène, prévention contre des risques biologiques, physico-chimiques ou techniques). Donc l'environnement pose problème aux sociétés. Si son étude répond nécessairement à une demande sociale, cela suppose, en retour, l'identification consciente ou inconsciente, ou du moins une perception même peu intellectualisée ou structurée, d'une norme qui renvoie aux échafaudages culturels de la société en question, ou à chacune de ses strates ou de ses tranches d'âge.

---

(1) BAILLY, A.S., et alii, 1992: «Les représentations en géographie», in Encyclopédie de la géographie, Paris, Économica, pp. 371-385.

(2) BAILLY, A.S., et alii, 1992, «Les représentations en géographie» in Encyclopédie de la géographie, Paris, Économica, pp. 371-385.

Au Liban, la demande sociale est aujourd'hui manifeste, même si elle n'est pas encore interprétée ou justifiée publiquement. Des enquêtes menées auprès d'écoliers et d'étudiants libanais montrent par exemple que les jeunes aspirent tous à un pays «propre», «vert», dans lequel il est «agréable à vivre». Des associations nombreuses et des comités des sauvegarde militent pour un «Liban meilleur» ou défendent le «patrimoine» architectural ou autre, les valeurs «nationales», «l'identité». On chante le Liban vert, les partis politiques s'approprient ses symboles forts: la montagne, les cimes enneigés, le cèdre... Les médias dénoncent l'incurie des autorités municipales dans la gestion des espaces urbains et condamnent l'existence de quartiers squattés et insalubres dans le Centre-Ville de Beyrouth, ou des bidonvilles dans sa banlieue. L'étalement spatial sans ordre des villes libanaises est perçu comme une tare à corriger. Des départements d'urbanisme ont été récemment crées comme ébauche de recherche de solutions. Les milieux universitaires organisent des séminaires de réflexion et lancent des recherches sur l'environnement. Enfin, le Pouvoir libanais avait, dans le temps, institué un ministère de l'environnement.

Si ces actions sont l'expression d'une prise de conscience individuelle et collective, elles indiquent aussi que la société attend, en retour, une action. Car leur finalité est là: s'inquiéter de l'état de l'environnement, c'est savoir qu'il y a une possibilité de correction, que l'environnement est une donnée fondamentale et que son aménagement devient vital. C'est savoir donc que la prospective et l'action conséquente qui garantit la survie des sociétés sont devenues urgentes; pour y arriver, des formes de communication entre, d'un côté, les groupes humains et de l'autre, entre eux et le pouvoir sont à rechercher ou, du moins, à renégocier.

Mais avant d'en arriver là, tentons d'établir un bilan rapide des connaissances actuelles sur l'environnement au Liban. Notre intervention proposera, dans un premier temps, un état des lieux problématisé de l'environnement au Liban. Dans un souci de clarté, nous séparerons l'environnement physique de l'environnement construit. Dans un second temps, nous soumettrons quelques pistes, à nos yeux prioritaires, pour la recherche future, tout en tenant compte de la complexité systémique.

# 1. La Complexité des Approches et la Pauvreté de la Recherche au Liban

## L'environnement physique

C'est l'espace analysé par les méthodes des sciences exactes: la physique, la chimie, la biologie, la thermodynamique... C'est le cadre des analyses biologiques, écologiques, météorologiques, océanographieques, géologiques, tectoniques, hydrologiques, pédologiques ou géomorphologiques. Les travaux débouchent sur la biodiversité, sur les écosystèmes et leur transformations; l'analyse de la pollution marine, aérienne ou continentale; sur les risques naturels; sur le Global Change, sur, enfin, le cadre «naturel» de toute activité humaine. Ils examinent l'espace «menacé» par l'Homme ou qui «menace» l'Homme; ils recherchent les équilibres, les seuils structurant la Nature à travers les facteurs édaphiques et biotiques. Actuellement, l'étude de l'environnement physique est plus proche de l'analyse écologique ou écologiste et les disciplines des sciences de la vie y sont pertinentes et les finalités sont scientifiques: l'écosystème faunistique ou floristique et ses mutations induites par l'action anthropique en est un exemple. La vie ou la mort du plancton, de certaines espèces de poissons marins, d'écosystèmes aquatiques plus ou moins bouleversés par le pollution chimique ou bactérienne, la qualité de l'eau à usage urbain, l'influence de pollutions et de poussières industrielles sur l'écosystème périurbain sont d'autres champs actuellement explorés au Liban. A ces disciplines scientifiques on peut rattacher la géographie physique (la géomorphologie, la biogéographie et la climatologie) et ses sciences annexes et connexes: la géologie, la météorologie ou l'hydrologie.

L'environnement physique est ainsi l'objet non construit fréquemment approprié par l'Homme et le plus souvent modifié par celui-ci. C'est l'espace pourvoyeur de ressources exploitables (l'espace, l'eau, les minerais...) ou de profits induits (la propriété foncière, la centralité économique, les rentes de situation). L'espace de la Nature servirait de support et seulement dans un second temps à l'activité humaine; les stratégies de l'Homme ne font pas partie des préoccupations des scientifiques; l'espace physique est étudié en tant qu'objet et ses articulations avec l'espace social n'est pas nécessairement prioritaire.

## L'environnement non naturel

Nous n'entrerons pas ici dans le débat sur l'existence ou de la survie d'un environnement «naturel» au Liban. Les milieux naturels étant le produit d'interactions multiples, tous les espaces libanais, sans exception, ont été touchés, de près ou de loin, et à des moments historiques différents, par l'action anthropique. C'est d'ailleurs le sort de l'ensemble des espaces riverains de la Méditerranée. Déboisement, mise en cultures, construction et abandon de terrasses, reconquête par des formes non originelles de la végétation, urbanisation, guerre, ont tous laissé leur marque sur le milieu physique: en un mot l'œcoumène a été fortement anthropisé.

Nous appellerons environnement humain, l'espace-support construit (et donc non naturel) des activités humaines, le lieu des relations sociétales. Dans le cadre précis du Liban, cela correspond au cadre urbain, car les neuf-dixièmes de la population libanaise vit dans un environnement résolument non rural, à savoir les petites, moyennes et grandes villes. Il s'agit aussi et surtout de Beyrouth, car un habitant sur deux vit dans la capitale et dans ses vastes périphéries.

Ce cadre non naturel est approché par des méthodologies qui analysent des objets nouveaux dans un contexte urbain, en puisant dans les savoir-faire des sciences sociales. Il s'agit, en premier, de comprendre les répartitions territorialisées des populations stratifiées ou des groupes sociaux dans une ville: c'est le domaine, entres autres, de l'écologie urbaine. Il s'agit aussi de comprendre comment les sociétés interagissent dans un cadre précis et quels sont les seuils qui rompent les équilibres, qui annoncent la crise urbaine. Pour Ferras et Volle[1] la ville est «une réalité sociale hors du champ de la nature, mais existant dans un rapport contraint avec l'environnement». Il y a donc un «écosystème urbain» qui s'articule à l'ensemble des variables constituant l'environnement physique. La géographie se trouve alors tout naturellement au centre de ces méthodologies, analysant et expliquant, par sa spécificité épistémologique, les relations entre l'Homme et son cadre, entre

(1) DUPUY, O., 1995: L'image des villes du monde arabe dans la presse de la découverte française. Mémoire de Maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 240p.

activités et espace. Sous ce rapport, géosystème, espace géographique et environnement sont synonymes.

Au-delà de l'analyse des articulations entre le milieu et la société, l'étude de environnement urbain a l'ambition de saisir d'autres relations existant entre des acteurs et leurs stratégies pour la gestion des différentes échelles de l'espace. Celui-ci, nous l'avons vu, est différemment perçu par les composantes de chaque strate et les groupes d'âge de la population. Ainsi l'environnement devient un objet d'enjeu dès que l'espace structure les stratégies. La crise urbaine peut ainsi être à la fois la raison de la recherche de solutions aux problèmes perçus par une population qu'une opportunité pour certains de se positionner dans l'écheveau des relations sociales, politiques ou économiques.

Cette grande complexité des analyses nous force à constater que peu de recherches ont été consacrées sur le sujet au Liban. Certes, les géographes urbains ont produit un nombre impressionnant de monographies de villages, de quartiers et de villes. Sinon, ils ont analysé le pan d'un champ disciplinaire précis. Mais la somme de monographies ne constitue pas une vision satisfaisante de l'ensemble. L'inventaire encyclopédique, la désignation de problèmes, le repérage d'un dérèglement ou la simple dénonciation ne sauraient constituer un objet scientifique. En somme, les analyses géographiques du Liban manquent de problématique clairement exposé, ou du moins d'une articulation au social.

Un bilan de la recherche sur le fait urbain au Liban montrerait, en effet, une fascination pour quelques thématiques précises[1], dont l'analyse de l'étalement des villes, de leur «explosion» spatiale, ou le non-intégration des populations des quartiers spontanés au modèle de la «ville». Par des sauts rapides, des corrélations spécieuses sont alors trouvées entre l'urbanisation accélérée et la crise urbaine, entre les espaces confessionnels et la violence urbaine, entre l'urbanisation et la destruction de l'environnement... Le cadre urbain acquiert alors une fonction déterministe: la ville, comme autrefois le cadre physique, déterminerait des comportements sociaux.

---

(1) FERRAS, R. et VOLLE, J-P, 1991: «Environnement et recherche urbaine». REED, Sretie Info, février 1991, pp. 21-23.

Aussi, la recherche géographique sur la ville n'a pas abordé le problème sous un angle global et en même temps différencié. La ville est sans doute un tout, mais elle n'est jamais homogène, à savoir qu'elle est constituée différemment et en des lieux divers, que ses espaces construits ont des fonctions précises, et surtout que toute ville est un cas particulier. Pour résumer, la géographie humaine au Liban a «oublié» que l'environnement urbain, quel que soit l'espace analysé, est historiquement, spatialement et socialement différencié. Cette défaillance méthodologique initiale découle de l'absence de questionnements préablables: il n'y a pas eu, en effet, de réflexion sur le sens à donner à la ville libanaise. On ne connaît, et il reste encore à mesurer, les étendues urbanisées. Que savons-nous des dynamiques spatiales au Liban des composantes internes des villes et des mécanismes articulatoires à l'espace naturel? Quels sont les acteurs de la production urbaine et quels en sont les enjeux? Dans quel environnement social, et en quelle circonstance émerge un type particulier de représentation environnementale? Quelle est l'impact public de ces facteurs privés et quel type d'aménagement induisent-ils? Quels sont les enjeux de cette gestion? A-t-on simplement essayé de faire le lien entre un environnement en crise et les lacunes de la communication avec le Pouvoir au Liban?

## Des approches multiples et interactives

Il faut noter que l'articulation de l'ensemble de ces variables passe nécessairement par une approche systémique du problème; l'environnement urbain est un produit social créant de la matérialité (la ville, le non-naturel, le non-rural), qui est, à son tour, le support d'idées (les représentations, les utopies, les idéologies). Par ailleurs, l'environnement urbain étant également une création matérielle, il y a aussi consommation d'espace (les espaces «naturels» et ruraux). Le passage de l'un à l'autre s'effectue alors avec une complexification progressive menant à l'espace géographique ou à un géosystème. Car cela s'effectue dans un cadre juridique (les lois sur la construction, les schémas directeurs, les lotissements légaux ou illégaux) et économique (spéculation, aménagement étatique suivant une conjoncture précise), et par le jeu d'acteurs (les particuliers, les groupes financiers, les milices, les municipalités, l'État), qui ont des stratégies précises (intérêt financier, constitution d'espaces-

refuge, consolidation de pouvoirs personnels, construction de territoires idéologiques...)

Mais cette production urbaine suppose la consommation d'un bien collectif, d'un bien collectif, d'un patrimoine commun: l'eau, l'air, le sol, le silence, le cadre architectural[1], ainsi que la pratique d'un cadre social. Toute ville nécessite, pour fonctionner , de consommer et de dégrader ces biens, qu'ils soient renouvelables ou pas, pour engendrer un environnement[2], mais aussi pour forcer des mutations dans les environnements préexistants. La gestion de ces mutations fait l'objet d'enjeux, de conflits ou de négociations, d'accords largement agrées ou de décisions autoritaires ou encore de répression.

Ainsi, s'il est vrai qu'au Liban, la propriété privée est garantie par la Constitution et par un système économique «libéral», toute modification de sa nature ou de son statut affecte, par une logique systémique, la collectivité et ses activités. Une carrière est certes une propriété privée; il n'empêche que les effets induits par son exploitation (pollution sonore, aérienne, hydrologique, ou simplement visuelle) affecte la «chose commune», l'espace libanais, l'espace des Libanais. L'air au-dessus de Beyrouth, pollué par les poussières de la destruction du Centre-Ville et par les particules émises par la circulation, n'affecte pas que les Beyrouthins: les effets de la consommation d'espace à Beyrouth, et par des segments précis de sa société, affecte l'ensemble du littoral septentrional ainsi que la moyenne montagne. Les déblais issus de la restructuration du Centre-Ville, jetés dans la mer, influent aussi bien sur la dynamique des courants que sur les écosystèmes marins; ils affectent encore, par le jeu des bilans géomorphologiques, la dynamique littorale, et donc l'économie des centres balnéaires. Ils modifient bien évidemment le paysage: le littoral beyrouthin n'a pas acquis une plus-value esthétique avec ses deux nouveaux polders, qui contribuent, par contre, à redéfinir

(1) Cette fascination autour de quelques clichés se retrouve dans la plupart des descriptions des villes du Tiers-Monde. Voire à ce sujet: MONNET, J., 1994: «Villes-monstres et obsessions littéraires: Le Caire-Mexico». La Lettre d'Information de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain, Le Caire, CEDEJ, N° 38.

(2) METZGER, P., 1994: «Contribution à une problématique de l'environnement urbain». Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM, vol. 30, N°4, 1994, pp. 595-619.

le jeu du marché foncier et à faire émerger une nouvelle classe dirigeante, de nouvelles élites économiques et politiques.

En parallèle, le problème de l'environnement fait maintenant partie des revendications des populations concernées par les mutations de l'espace beyrouthin, qui demandent une participation aux décisions qui affectent leur espace, se représentant des cadres de vie différents de ceux imposés par les technocrates.

Il y a donc, en latence, crise entre les règles de fonctionnement de la cité, les intérêts et les droits des individus et des groupes et la notion de bien collectif. Un paysage, une mer propre, une eau pure, un air respirable, une vallée préservée pour les générations futures, des espèces végétales protégées, un cadre de vie à fort apport relationnel, une violence régulée, des sociétés stables nécessitent des formes consensuelles de gestion. En un mot, le «bien commun» fait partie des exigences présentes de la société libanaise pour laquelle il a acquis valeur de patrimoine. A la fois objet et espace, ce dernier a une forte signification culturelle et mérite, à ce titre, d'être protégé en vue d'une jouissance collective actuelle et d'un legs aux générations futures.

## Environnement, société et pouvoir

Mais la gestion de l'environnement, appelée par ailleurs aménagement du territoire, passe par l'identification des articulations entre la demande sociale et de Pouvoir. Au Liban, la gestion du bien collectif est antinomique à la revendication de la jouissance complète de la propriété privée. Si crise de l'environnement il y a, c'est surtout au plan du fossé qui existe entre l'attente sociale et l'absence de répondant étatique. S'il manque matière pour cerner l'environnement dans sa globalité et de saisir les mécanismes qui l'articule au fonctionnement de la société libanaise, la compréhension des relations avec le Pouvoir pour qui l'environnement n'est ni un enjeu, ni un champ de négociation politique, reste encore à établir.

Pourtant, les cadres juridiques existent au Liban pour assurer la gestion de la chose collective, et ce, à tous les niveaux. Au plan élémentaire, c'est l'entité administrative de base, la municipalité, qui assume ce rôle. Plus haut, c'est le regroupement de municipalités, puis le

Qadâ', la Mouhâfazat et enfin l'État[1]. Mais si aujourd'hui, la demande sociale qui réclame un environnement meilleur «naturel» géré professionnellement, s'affirme et s'extériorise comme le démontre la multiplication des associations de défense, c'est que le pouvoir public n'a pas joué son rôle dévolu dans le jeu politique, à savoir gérer l'espace libanais en fonction des vœux de l'ensemble de la société civile et à la satisfaction de la majorité. La crise - le décalage entre les attentes, les représentations et la réalité du quotidien - ne s'exprime donc pas dans la logique politique. au contraire, elle traduit chez les citoyens des attitudes négatives ou peu démocratiques: apathie ou violence, désintérêt de la chose publique ou radicalisme, désobéissance civile ou, suprême désintéressement et refus, l'émigration. Elle induit aussi des effets de déséconomie sans ses avantages: un frein aux excès incontrôlés. Elle ne remet pas, non plus, en cause le Pouvoir dont l'assise est autonome par rapport aux revendications de la population, étant le fruit de manœuvres confessionnelles bien plus que de la représentation directe. L'environnement, sa crise ou sa gestion sont en effet très éloignés des préoccupations habituelles des politiciens libanais.

La crise endémique entre l'État et la société civile illustre également l'importance des enjeux d'échelle pour le pouvoir en place: la neutralisation de l'autorité municipale en matière de gestion environnementale (80% des municipalités au Liban n'ont pas de Ra'îs al-Baladiyyé, les dernières élections ayant eu lieu durant les années 1960) signifie l'absence de démocratie de base au plan administratif élémentaire. Le Mouhâfez, qui remplace dans ce cas le maire dans la gestion de l'espace de la municipalité, est en effet nommé par l'État.

Or, les environnements urbain et physique ne se cernent pas à une échelle unique, ni par des pouvoirs uniques. Par la dialectique systémique, toutes les échelles s'entrecroisent et se combinent: le niveau local (une carrière, par exemple) peut affecter bien plus que l'entité municipale et ses effets peuvent affecter les environnements (la qualité de vie, l'eau, l'air) à des distances fort éloignées du site originel, et donc introduire des variables allogènes à la gestion de cet espace. Les ordures

(1) Durant la guerre, cette pyramide a été destructurée par l'irruption du pouvoir milicien sous toutes ses variantes.

ménagères jetées à la mer au large de Beyrouth polluent le littoral libanais septentrional, mais également ceux de la Syrie, de la Turquie et de Chypre, espaces gérés par des pouvoirs locaux précis élus dans des contextes politiques particuliers. Les polluants divers, dont les pesticides et les déchets industriels et chimiques, déversés dans le Mont-Liban, se retrouvent dans les sources du Nahr el-Assî et affectent donc à la fois la Syrie et la Turquie, et donc la qualité de vie des habitants du bassin-versant et par là leurs représentations et leurs revendications. Il s'en suit qu'à toutes les échelles, le pouvoir sera nécessairement sollicité pour gérer l'environnement: le local (les municipalités, le Qada', la Mouhâfazat), le national (l'État, les Directions Générales) mais aussi les institutions régionales (agences de gestion de bassins-versants, commissions et associations d'Etats, la Ligue Arabe, agences régionales des Nations-Unies), voire des institutions méditerranéennes et, par extension, planétaires. Une gestion mondiale s'esquisse alors autour de la notion de patrimoine de l'Humanité.

L'enjeu est d'importance, car le Pouvoir ne peut plus se permettre des dérives affectant sa propre population-il y va de sa crédibilité et de sa survie même; il ne peut non plus se permettre d'affecter directement ou indirectement les environnements des pays mitoyens ou proches. L'environnement émerge maintenant comme un enjeu national et régional.

## 2. Les Possibilités de la Recherche et les Ouvertures à Animer

L'environnement au Liban, quelle que soit la définition adoptée ou la délimitation des espaces et des milieux concernés, est en très grande partie inconnu. Des inventaires s'imposent donc dans un premier temps, et établies en fonction de l'identification, bien à l'amont, des questions pertinentes. Ces inventaires, qui localisent et qualifient une palette de phénomènes spatiaux, permettront, dans un second temps, d'éclairer de façon continue et systématique l'objet en question. Il s'agit donc de concevoir et de mettre en place un inventaire permanent, un état des lieux systématique, un survey, des environnements libanais. D'ailleurs, la taille réduite du Liban autorisent et justifient ce type d'approche.

## L'environnement «naturel»

Le support de toute activité humaine-dont l'urbaine-étant le cadre «naturel» il paraît pertinent que la recherche sur les environnements libanais débouche, en priorité, sur une série de cartes thématiques à grande échelle, voire un Atlas physique du Liban, qui permettront d'identifier à la fois les grands axes thématiques et les espaces clés. Tout est à faire en ce domaine: des cartes de la couverture végétale et des écosystèmes associés; des cartes géologiques, géomorphologiques et hydrologiques; des cartes des risques naturels liés aux mouvements de masse et des instabilités des pentes. Ces documents seront complétés par une série de cartes climatiques et des microclimats (notamment en milieu urbain), des cartes de la dynamique de la couverture neigeuse, des courants marins.

Ce vaste projet repose bien entendu sur la production de nouvelles cartes topographiques à grande échelle (par la Direction des Affaires Géographiques de l'Armée, ou par des entreprises privées), d'orthophotoplans thématiques, eux-mêmes issus de photographies aériennes récentes. La télédétection sur photographies aériennes mais surtout par télédétection d'images satellitaires est bien entendu centrale à cette production de documents. L'accès aisé à des couvertures d'images SPOT, avec une résolution du pixel de 10x10m permet la production de documents à prix modique et les images russes actuellement disponibles, avec une résolution du pixel de 2x2m autorisent des analyses encore plus fines. La répétitivité des passages des satellites au-dessus du Liban permet, en outre, l'établissement de documents illustrant des dynamiques spatiales: inondations, dégradation de la couverture végétale, dynamique des littoraux, mouvements de masse, etc. Quant aux analyses climatiques, l'acquisition d'images satellitaires avec une résolution de 1x1km, et avec une répétitivité de 30 minutes pose encore moins de problèmes, car elles sont gratuites.

Mais la production de cartes thématiques n'a de sens que si elles intègrent également des données géoréférencées: les Systèmes d'Information Géographique en sont l'expression finie. Actuellement en phase expérimentale au Liban, n'étant utilisés que par quelques institutions responsables de la reconstruction de Beyrouth, ils sont voués à un développement rapide, surtout que les méthodologies et les logiciels sont

parfaitement opérationnels. L'inventaire permanent des environnements serait alors constitué par une banque de données géoréférencées accessibles par les chercheurs et les décideurs autorisant la modélisation des cas de figures.

## L'environnement rural

L'environnement rural permet la transition entre le cadre «naturel» et l'espace géographique anthropique. Bien que l'environnement rural ne concerne plus une part notable de la population libanaise, inventaire permanent est nécessiare. Il permettra de produire une série de cartes à des échelles différentes, qui illustreront la dynamique des modes d'occupation des sols et donc la matérialisation des activités des sociétés. Ainsi, chaque parcelle sera identifiée par le type de production, par ses dynamiques et mutations dans le temps et selon les opportunités économiques du moment. La finalité de ces cartes sera double: à la fois cerner la dynamique rurale par son expression physique, la production d'espaces, et la dynamique des sociétés qui structurent cet espace. Espaces en déclin, espaces dynamiques, espaces destructurés ou restructurés sont autant d'indicateurs de mutations affectant la société. Les causes profondes des dynamiques de l'environnement (l'espace qui pose problème) seront éclairés sous un angle autrement plus signifiant, surtout si les SIG y ont intégrés, à l'amont de ces investigations.

## L'environnement urbain

La cartographie sera également centrale à l'analyse de cet environnement particulier, tout en reconnaissant un statut spécial à cet objet scientifique. En effet, l'ubiquité de l'environnement urbain au Liban est un fait dominant; faire l'état des lieux et assurer le suivi de sa dynamique seront donc au centre de l'investigation[1].

Comme pour le suivi de l'environnement «naturel», les méthodologies cartographiques seront centrales à l'investigation. La cartographie

(1) Ce thème fait actuellement l'objet de recherches dans le cadre de l'URA 365 du CNRS «URBAMA», Tours.

des limites de l'extension urbaine des villes du Liban, et en particulier de Beyrouth[1], permettront d'étayer toute recherche ultérieure.

Le front urbain, le lieu du passage de l'environnement «naturel» ou rural à celui spécifiquement urbain sera privilégié, car c'est l'interface des grandes mutations. En effet, l'environnement non-urbain comporte des spécificités, traduites par une appropriation de l'espace par des sociétés particulières; le passage vers un autre type d'appropriation de l'espace traduit donc un changement dans la société elle-même. L'exode rural, les déplacements forcés de la guerre, le nettoyage et la redistribution confessionnelle, produiront donc des environnements marqués par autant de crises. A l'intérieur de l'environnement urbain, l'identification de typologies de l'occupation du sol et de leurs dynamiques[2] sera au cœur de l'analyse, sinon le point de départ d'approches disciplinaires autres. Ici encore, les Systèmes d'Information Géographique aideront à géoréférencer la grande quantité d'information produite, surtout si elle est couplée à un recensement de la population[3]. Un projet de production d'un Atlas du Grand Beyrouth, parallèlement à celui du Liban, nous paraît alors stratégiquement centrale à toute réflexion sur la ville[4] et

(1) La délimitation de l'extension de l'empreinte du bâti beyrouthin et l'étude de sa dynamique spatio-temporelle a été effectuée au Laboratoire de Télédétection d'URBAMA, en utilisant notamment les méthodes de la Morphologie Mathématique. Voir DROUOT, J-L, 1995: L'étude de l'extension urbaine périphérique à partir du traitement d'images satellitaires: méthodes, échelles, objets. Rapport de recherches de DEA, Université François-Rabelais, Tours, 86p., DURAND, F., 1993: Télédétection et périphéries urbaines: application aux extensions nord-est de Beyrouth (Liban); interprétation d'une image SPOT de 1991. Mémoire de Maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 169pp.; BODET, F., 1993: Télédétection appliqué à l'étude des extensions urbaines sud et sud-est de Beyrouth, Liban. Utilisation d'une image SPOT de 1991. Mémoire de Maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 133p.

(2) Pour des travaux récents qui intègrent cette méthodologie, voir BOUDISSEAU, G., 1993; l'évolution des fonctions de la rue Hamra (Beyrouth, Liban) de 1975 à 1992. Mémoire de maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 162 p.et id., 1994: Les nouveaux espaces commerciaux de l'agglomération Beyrouthine. Mémoire de DEA, Université François-Rabelais, Tours, 83p.

(3) Il est superflu de rappeler ici que le Liban a effectué son dernier (et défectueux) recensement en 1932; le recensement qui se prépare palliera enfin l'absence de données sur la population libanaise et alimentera la Base de Données des SIG.

(4) URBAMA a acquis une certaine compétence dans ce domaine à travers la production de l'Atlas de Casablanca.

donc à tout aménagement. L'inventaire permanent de l'environnement et de l'urbanisation beyrouthins, à travers la production d'un atlas, permettra ainsi de positionner la recherche universitaire libanaise par rapport à la recherche internationale tout en se créant une niche face à la demande croissante des professionnels de la gestion des espaces.

Mais la cartographie ne peut être la finalité des travaux sur les environnements: les autres sciences annexes et connexes à la géographie pourront alors prendre le relais[1]. Rapidement, il nous semble important d'enclencher des enquêtes sur la démographie familiale et sur la micro-économie domestique, car la structure démographique et les niveaux socio-économie (voire socioprofessionnelles) constituent des môles scientifiques pour saisir des comportements sociétaux. Elles permettront d'aborder l'analyse des jeux des pouvoirs locaux[2] et l'émergence des élites de quartier, car c'est grâce à ces acteurs que se définit ou se négocie l'environnement social des populations et que les enjeux environnementaux deviennent pertinents: les représentations sont investis dans les enjeux de pouvoir. À une autre échelle s'enclencheront les analyses sur les relations entre les pouvoirs locaux, municipaux et étatiques, et surtout l'analyse des relations entre groupes sociaux territorialisés (aux identités régionales, confessionnelles, sociales, socioprofessionnelles) qui façonnent les environnements urbains, qui les structurent[3]. Car la ville est le lieu des pouvoirs, en particulier celui du pouvoir étatique; c'est aussi le lieu de l'interaction permanente et conflictuelle entre ces différents

(1) La rencontre des approches propres à l'étude du milieu physique et celles propres à l'urbain est impérative, car l'environnement en ville est aussi une affaire propre aux sciences de la Nature. Le cadre de vie se définit certes par l'intensité des relations infra-et inter-sociétales, mais également par sa relation à la Nature, L'environnement social et aussi traversé par les variables physiques...

(2) Cette approche a été utilisée avec succès par KHAYAT, T., 1994: Dynamiques commerciales de la rue Getawi (Beyrouth) de l'avant à l'après-guerre: espaces communautaires et espace confessionnel. Mémoire de maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 207 p.; id., 1995; Espaces et territoires communautaires à Achrafieh et dans la proche banlieue-est de Beyrouth. Mémoire de DEA, Université François-Rabelais, Tours, 1995, 52p.

(3) Pour le cas particulier de la Ligne de démarcation, voir ABABSA, M., 1994: Persistance et perception de la ligne de démarcation de Beyrouth: d'une césure stratégique à une coupure vécue au quotidien. (Étude du quartier de Chiah en banlieue sud de la capitale libanaise). Mémoire de maîtrise, Université François-Rabelais, Tours, 168p.

pouvoirs multiscalaires. Dans cet espace privilégié, les groupes sociaux portent des perceptions et représentations sur les environnements qui portent la ville et, par le jeu des acteurs stratégiques et de leurs enjeux (car les représentations évoluent dans des champs de forces et de tensions[1]) mesurent l'efficacité de leur action dans leur réalisation. Les analyses sur les relations entre la société civile et l'État autour de l'enjeu environnemental prennent alors une signification nouvelle, car il est question de la place de la démocratie dans la réflexion sur l'avenir du Liban.

## 3. Une Coopération Internationale Nécessaire

Nous l'avons noté plus haut: l'environnement au Liban est un objet scientifique et un enjeu qui ne peuvent se cantonner dans un espace limité, fût-il de 10.000km$^2$ de surface. L'environnement physique et ses dynamiques, «naturelles» ou induites par une action anthropique, affectent les pays voisins; l'environnement humain, par ses répercussions sur le fonctionnement politique national, les affectent également.

Il ne saurait alors être question de mener toutes ces recherches de manière isolée. Aucune université au Liban n'a actuellement les moyens, techniques comme humains, pour mener à bien un si vaste projet; une volonté politique est également absente. La recherche est condamnée pour l'instant à préparer le terrain, à accumuler les données, à effectuer un travail de fourmi pour rassembler les connaissances partielles en attendant le moment où la volonté politique se manifestera.

La recherche ne peut alors se concevoir qu'à travers des coopérations entre les différentes institutions libanaises ayant comme objet d'études un pan de l'environnement, puis, au plan supérieur, avec des institutions régionales (arabes, européennes) et internationales. La coopération scientifique entre les différentes universités libanaises et étrangères apparaît comme une évidence. La coordination scientifique l'est également: c'est aux universités au Liban de dégager des thèmes, des espaces, des méthodologies jugées prioritaires à la fois à la demande sociale qu'aux impératifs de responsabilité régionale et internationale.

---

(1) DUPUY, O., 1995, op. cit.

C'est pour ces raisons que ce colloque ne peut, ni doit être le dernier sur le thème de l'environnement et de l'urbanisation. Le présent colloque sera le moment d'une diffusion des résultats, de la mise en réseau des chercheurs, de la publication des réflexions. Il devrait aboutir à une ébauche d'identification des pistes prioritaires de la recherche future. C'est à ce moment privilégié que s'organisera, en exploitant les possibilités offertes par les accords de coopération internationale, des recherches plus ciblées, plus problématisées.

## Conclusion

L'environnement, le mot, perd sa signification simple pour acquérir le statut de concept. Il signifie bien plus qu'une simple dilution du mot «écologie» ou d'une vision naïve d'un monde utopique à protéger - à fossiliser? - à tout prix. L'approche environnementale, par les méthodologies et des problématiques adaptées à l'analyse des espaces géographiques et des géosystèmes, permet de saisir les enjeux de la gestion d'un espace, et notamment l'espace urbain, continuellement façonné à la fois par la Nature et par l'Homme. L'analyse de ces interactions complexes permettra alors de saisir l'évolution des représentations d'une société consommant cet espace, d'identifier à la fois les acteurs de la consommation mais aussi ceux de la transmission de nouvelles valeurs de gestion ou de protection. À son tour, l'écart existant entre ces représentations et ces aspirations de la population et l'action réelle du Pouvoir pourra être cerné et les défaillances identifiées.

C'est une approche que certains qualifieraient de dangereuse, car elle mène au cœur même de la compréhension du fonctionnement démocratique de la société libanaise et débusque ses failles et ses dysfonctionnements. C'est surtout une approche centrale, pour baliser les pistes menant à une réflexion sur l'aménagement du territoire, l'assise du Liban futur.

Car le Liban de demain devra être réfléchi, au risque de retomber dans le cycle des horreurs non encore oubliées.

***Tours, novembre 1995***